



# Convention relative aux droits de l'enfant

Distr. générale  
22 août 2014  
Français  
Original: anglais

---

## Comité des droits de l'enfant Soixante et unième session

### Compte rendu analytique de la 1742<sup>e</sup> séance

Tenue au Palais des Nations, à Genève, le jeudi 27 septembre 2012, à 10 heures

*Président:* M. Zermatten

## Sommaire

Examen des rapports soumis par les États parties (*suite*)

*Troisième et quatrième rapports périodiques du Canada (suite)*

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également incorporées à un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, au Groupe d'édition, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications aux comptes rendus des séances publiques du Comité seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la session.

GE.12-46247 (EXT)



\* 1 2 4 6 2 4 7 \*

Merci de recycler 



*La séance est ouverte à 10 heures.*

**Examen des rapports soumis par les États parties (suite)**

*Troisième et quatrième rapports périodiques du Canada (suite) (CRC/C/CAN/3-4; CRC/C/CAN/Q/3-4 et Add.1)*

1. *Sur l'invitation du Président, la délégation canadienne reprend place à la table du Comité.*
2. **M<sup>me</sup> Bossé** (Canada), en réponse aux questions posées lors de la précédente séance, dit que le Gouvernement fédéral révisé régulièrement tous les programmes qu'il met en œuvre de manière à ce qu'ils restent adaptés et efficaces. Si nécessaire, des moyens alternatifs sont étudiés pour obtenir les résultats souhaités. Les évaluations, supervisées par un comité d'évaluation et d'audit, permettent d'informer les ministres, leurs sous-ministres et les organismes centraux des leçons tirées et des bonnes pratiques et elles sont suivies par l'organisation de plans d'action.
3. **M<sup>me</sup> Harty** (Canada) dit que les stratégies de réduction de la pauvreté sont conçues et mises en œuvre au niveau provincial. Ce domaine relève de la compétence des autorités provinciales, et les conditions économiques et sociales varient beaucoup selon les provinces. Au niveau fédéral, l'action du gouvernement pour améliorer le bien-être des enfants et des familles intègre les besoins en matière de sécurité de revenu des enfants de diverses origines qui vivent dans des structures familiales différentes. Cette action est coordonnée avec les stratégies de lutte contre la pauvreté et avec l'aide au marché du travail mises en place dans les provinces et les territoires, et elle s'inscrit dans la durée car de nombreuses prestations sont prévues par la législation, notamment la Prestation universelle pour la garde d'enfants, et le Transfert canadien en matière de programmes sociaux. L'action du Gouvernement fédéral cible les enfants les plus nécessiteux, tout en respectant les principes d'universalité et d'égalité.
4. En 2011 et 2012, le Gouvernement fédéral a consacré plus de 15 milliards de dollars canadiens à l'aide au développement de la petite enfance, à l'éducation préscolaire et aux services de garde d'enfants, par le biais de dépenses directes et de mesures fiscales en faveur des familles avec enfants. Outre 1,2 milliard de dollars canadiens alloués aux provinces et aux territoires par le biais du Transfert canadien en matière de programmes sociaux, il s'agit dans l'histoire canadienne, du plus gros investissement consacré par le Gouvernement fédéral au développement de la petite enfance et à la prise en charge des enfants.
5. Le système fiscal et de transfert est très redistributif: deux tiers des prestations sont allouées aux familles les plus nécessiteuses, tandis que les personnes situées dans le quintile supérieur des revenus n'en perçoivent que 6,5 %. Les investissements et les initiatives du gouvernement ont évité la pauvreté à de nombreux enfants. Tel qu'indiqué au paragraphe 104 des réponses écrites du gouvernement canadien (CRC/C/CAN/Q/3-4/add.1), la Prestation nationale pour enfant a permis en 2005 à environ 171 000 enfants dans 78 800 familles de ne pas vivre dans la pauvreté. Plusieurs indicateurs permettent de surveiller les progrès accomplis, tous reflètent le succès obtenu par le pays en matière de réduction de la pauvreté des enfants.
6. Bien que les prestations soient allouées en fonction du revenu, l'appartenance ethnique est également prise en compte pour évaluer leur portée d'un point de vue socioéconomique. Les conditions particulières des groupes vulnérables, notamment des minorités ethniques, sont prises en considération lors de l'analyse des questions politiques et de l'élaboration de programmes appropriés. Les responsables politiques s'appuient sur les nombreuses études gouvernementales et non gouvernementales menées sur la situation

des divers groupes d'immigrants sur le marché du travail, pour vaincre les obstacles culturels et linguistiques et la discrimination auxquels se heurtent de nombreux immigrants à leur arrivée au Canada.

7. Pour remédier au problème des frais de garde d'enfants pour les familles à bas revenu, le gouvernement a mis en place le Plan universel pour la garde d'enfants qui inclut un transfert mensuel aux familles qui ont de jeunes enfants, et un programme pour augmenter le nombre de garderies dans le pays. En outre, la Prestation fiscale pour le revenu du travail complète la rémunération des familles modestes actives et contribue à permettre à celles bénéficiant de l'aide sociale d'être financièrement mieux loties grâce à leur travail. En 2009, cette prestation a permis à environ 110 000 personnes dans 47 000 familles de ne plus avoir le statut de personne à faible revenu. À ce jour, trois provinces et un territoire ont harmonisé cette prestation avec leurs programmes sociaux, tout en veillant à maintenir la cohérence avec les principes nationaux. Le gouvernement a également lancé une initiative visant à accroître la participation des autochtones au marché du travail, en soutenant les services de garde en faveur des enfants inuits et des Premières nations dont les parents ont trouvé un nouvel emploi ou participent à un programme de formation.

8. La hausse de presque 10 % des inégalités de revenus après imposition entre 1995 et 2004, traduit une hausse des revenus chez les 1 % de hauts revenus plutôt qu'un déclin de la redistribution par le biais du système fiscal et de transfert, qui a en fait amorti les effets de la récente récession. Les rapports internationaux sont quelquefois imprécis car ils n'englobent pas toute la gamme des investissements réalisés par les diverses autorités canadiennes. Le gouvernement s'emploie avec les organisations compétentes à élaborer une méthodologie précise et crédible meilleure que celle des précédents rapports, notamment le rapport de 2008 de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) intitulé «Une croissance inégale?», dont la méthodologie a été contestée par le gouvernement. Les résultats de la mobilité sociale constituent une bonne mesure du succès du Canada dans ses efforts de réduction de la pauvreté et de promotion de l'égalité. Le rapport de 2010 de l'OCDE intitulé «Objectif croissance» a constaté que la mobilité sociale intergénérationnelle dans un groupe de pays, dont le Canada, était plus élevée que dans d'autres États membres de l'OCDE. Il est très probable que les enfants canadiens accéderont à une situation socioéconomique meilleure que celle de leurs parents, grâce essentiellement à la diminution des taux de pauvreté et à l'aide éducative mise en place à tous les stades.

9. **M<sup>me</sup> McCarthy** (Canada) indique que pour lutter contre la pauvreté de l'enfant au Québec, quelque 1,2 milliard de dollars canadiens ont été investis dans le cadre du Plan d'action gouvernemental 2010-2015 en faveur de la solidarité et de l'inclusion sociale, sous forme de crédits d'impôts versés directement aux parents, et de versements complémentaires pour les familles d'enfants handicapés. Les familles les plus pauvres ont accès gratuitement aux services de garde et reçoivent de l'argent en espèces pour payer l'équipement scolaire au début de chaque année académique. En 2010, plus de 52 000 enfants au Québec ont bénéficié de cette aide.

10. **M<sup>me</sup> Harty** (Canada) signale que le gouvernement n'a pas ratifié la Convention n° 138 de l'Organisation internationale du travail concernant l'âge minimum d'admission à l'emploi, de 1973, essentiellement car elle concerne des questions qui relèvent des sphères de compétence provinciales et territoriales. Le Gouvernement fédéral doit obtenir l'accord des gouvernements provinciaux et territoriaux avant de pouvoir ratifier ce type d'instrument. La question a été soulevée lors d'une rencontre entre les ministères du travail compétents en septembre 2012, et la ratification est actuellement à l'étude. Néanmoins, les principes essentiels consacrés par la Convention sont déjà appliqués, car toutes les provinces et tous les territoires canadiens disposent d'une législation pour protéger les enfants de l'exploitation économique et des travaux dangereux.

11. **M<sup>me</sup> Bossé** (Canada) dit que le Plan national d'action en faveur des enfants, «*Un Canada digne des enfants*», a instauré divers principes directeurs sur le développement de la petite enfance, décrits dans la série de documents distribués aux membres du Comité.

12. **M<sup>me</sup> Langlois** (Canada) indique que toutes les provinces et territoires ont des programmes de santé maternelle et infantile qui incluent des visites à domicile et des services ciblés pour les enfants et les familles vulnérables. Le Gouvernement fédéral soutient ce travail avec son Programme d'action communautaire pour les enfants et avec le Programme canadien de nutrition prénatale. Une aide en faveur des mères adolescentes est également dispensée au niveau provincial. Au Québec, des services intégrés de développement de la petite enfance sont destinés aux familles dont les parents ont moins de 20 ans. Les programmes de santé maternelle et infantile atteignent presque 40 % des communautés des Premières nations dans les réserves, où les visites à domicile sont effectuées par des auxiliaires qualifiés, dont la plupart appartiennent à la communauté pour laquelle ils travaillent.

13. **M<sup>me</sup> Maurás Pérez** (Rapporteuse pour le Canada) demande comment l'État partie garantit la coordination entre les actions entreprises dans le cadre du Plan national d'action en faveur des enfants et les mesures destinées à promouvoir et à protéger les droits des enfants dans l'ensemble des secteurs et des provinces. Le Comité aimerait obtenir des informations complémentaires sur la manière dont le Plan est mis en œuvre, et surtout sur celle dont ses résultats sont évalués. Il serait également utile de savoir si le Plan sera toujours appliqué à l'avenir et s'il sera actualisé avec de nouveaux objectifs fixés en partenariat avec les enfants et la société civile.

14. **M<sup>me</sup> Bossé** (Canada), en réponse à une question relative à la santé mentale et au suicide, dit que la nouvelle stratégie en la matière couvre tous les domaines, allant de la promotion de la santé mentale jusqu'à l'aide aux personnes souffrant de troubles psychiques. Actuellement, les meilleures pratiques sont encouragées dans tout le pays et des mesures sont prises dans certaines communautés pour traiter les causes profondes du suicide.

15. Un cadre d'action portant sur la question du poids-santé a été élaboré avec les autorités sanitaires fédérales, provinciales et territoriales. Il inclut 21 mesures initiales, dont 2 visent à sensibiliser aux effets positifs de l'allaitement maternel et à encourager les entreprises agroalimentaires à commercialiser des aliments sains pour les enfants.

16. **M<sup>me</sup> Harty** (Canada) dit qu'en 2000, les gouvernements aux niveaux fédéral, provincial et territorial ont convenu d'établir un rapport annuel sur l'amélioration et l'extension des programmes et des services consacrés au développement de la petite enfance. De ce fait, tous les niveaux de gouvernement établissent régulièrement un rapport sur le bien-être des enfants à travers tout le pays, au moyen d'une série de 11 indicateurs; le rapport le plus récent a été publié en juin 2012. Ces rapports utilisent des informations collectées dans une base de données qui indiquent les activités et les dépenses fédérales, provinciales et territoriales consacrées au développement de la petite enfance, à l'apprentissage précoce et aux services de garde d'enfants. Les données relatives à l'éducation de la petite enfance de 1992 à 2008 sont disponibles dans les rapports de la *Childcare Resource and research Unit*. Les trois sphères de compétence ont formé un groupe de travail conjoint pour examiner comment coordonner au mieux les activités et partager les données pour les rendre publiques au niveau national. Le Gouvernement du Québec a un statut d'observateur dans ce groupe de travail, car il a ses propres modalités de partage des données avec les résidents du Québec.

17. **M<sup>me</sup> Fillion** (Canada) dit que le droit pénal canadien définit globalement la violence comme tout usage non consenti de la force à l'encontre d'une autre personne. L'article 43 du Code pénal prévoit une exception pour les parents, pourvoyeurs de soins et enseignants

susceptibles d'être accusés de violence s'ils emploient la force de manière mineure pour corriger le comportement d'un enfant, pour le modérer s'il est très agité ou lui administrer une légère «fessée». La Cour suprême a confirmé la constitutionnalité de cette disposition en 2004. Elle a énoncé des directives sur l'usage d'une force légère ayant un effet transitoire et insignifiant, peu ou prou indolore et ne laissant pas de marques sur l'enfant. Pour autant, l'article 43 du Code pénal ne tolère ni n'autorise la maltraitance.

18. Toute conduite, corrective ou autre, qui place un enfant en situation de besoin de protection, est soumise à l'intervention de l'État dans le cadre des législations provinciales et territoriales relatives à la protection de l'enfance. Si l'on estime qu'un enfant a besoin de protection, les autorités proposent des services de conseils et un soutien à sa famille. Dans les cas plus sérieux, elles le retirent du foyer familial, temporairement ou en permanence, décision fondée sur l'intérêt supérieur de l'enfant. Le gouvernement s'emploie toujours à soutenir les programmes d'éducation parentale qui encouragent les méthodes disciplinaires positives et non physiques.

19. **M<sup>me</sup> Herczog** (Rapporteuse pour le Canada) demande si l'État partie envisage de mettre en place une législation interdisant totalement les châtiments corporels. Il serait intéressant de savoir si la force légère jugée acceptable pour les enfants s'applique également aux relations entre adultes et, dans l'affirmative, comment elle est considérée par rapport à la violence familiale.

20. Elle demande si l'éducation préscolaire est gratuite pour les familles qui ne peuvent en assumer le coût. Dans l'affirmative, elle aimerait connaître le nombre de familles bénéficiant de cette disposition et le nombre total d'heures d'enseignement préscolaire délivrées dans le cadre de ce dispositif.

21. **M<sup>me</sup> Fillion** (Canada) dit qu'il n'est pas prévu d'abroger l'article 43 du Code pénal. L'usage de la force qu'il autorise est justifié par le devoir parental de protection et d'éducation des enfants et sa portée est extrêmement limitée. Le gouvernement plaide en faveur des méthodes de discipline non physiques qu'il soutient, et il encourage les compétences parentales à cet égard.

22. **M<sup>me</sup> McCarthy** (Canada) indique que le plan de prévention de la violence familiale au Québec prévoit la prise en charge des personnes qui en sont victimes, femmes et enfants. Les services qui leur sont offerts ont été nettement améliorés avec le doublement des fonds publics consacrés aux centres d'hébergement, permettant ainsi aux autorités d'étendre les services offerts aux victimes enfants. Le plan d'action 2012-2017 mettra l'accent sur la sécurité des victimes, notamment enfants et adolescents, et il prévoit la mise en place d'un traitement pour le membre violent de la famille.

23. **M<sup>me</sup> Ducros** (Canada) dit que la Rencontre historique de la Couronne et des Premières Nations qui a eu lieu en janvier 2012, a démontré que le gouvernement avait fait des questions autochtones une priorité. Toutefois, malgré l'investissement de 1,8 milliard de dollars canadiens en faveur de l'éducation des Premières Nations en 2010 et 2011, le gouvernement n'est pas parvenu à combler l'écart relatif au niveau d'instruction des enfants autochtones. Plusieurs audits et études indépendantes ont formulé des recommandations importantes sur la gouvernance, les langues et les cultures, la responsabilisation et le financement. Le gouvernement a tenu compte de ces recommandations pour élaborer les réformes nécessaires concernant l'éducation des Premières Nations. Un nouveau système d'information sur l'éducation a été mis en place; il facilite le suivi des résultats et l'évaluation des performances. Le gouvernement envisage également d'adopter une loi relative à l'éducation des Premières Nations d'ici à 2014, en vue d'élaborer les structures et les normes nécessaires pour promouvoir des systèmes éducatifs responsables et de qualité dans les réserves. En 2012, le gouvernement a annoncé qu'un complément de 100 millions de dollars canadiens serait alloué sur trois ans à l'élaboration d'un nouveau système

éducatif pour les Premières Nations. En outre, 175 millions de dollars canadiens ont également été affectés sur trois ans à la construction et à la rénovation d'écoles dans les réserves.

24. En réponse à une question portant sur la surreprésentation des enfants autochtones dans les structures d'accueil, M<sup>me</sup> Ducros signale que plusieurs mesures ont été mises en œuvre pour améliorer les prestations destinées aux enfants et aux familles dans les réserves. Les provinces ont réformé leurs programmes de protection de l'enfance pour adopter une approche plus préventive, et les autorités fédérales ont fait de même en signant des accords de partenariat avec les Premières Nations et les provinces. L'Approche améliorée axée sur la prévention a créé les conditions permettant aux enfants de rester dans leurs familles par la mise en place d'activités telles des cours de parentalité et un soutien à domicile. Elle donne aussi aux prestataires de service la flexibilité nécessaire pour offrir des dispositifs de prévention aux enfants et aux familles en situation de risque, avant que les mesures de protection ne s'imposent. Les autorités atteignent actuellement environ 70 % des enfants et des familles des Premières Nations qui vivent dans les réserves à travers tout le pays. Les premières indications montrent une hausse du nombre de familles faisant appel aux services de prévention, du nombre de placements permanents d'enfants, et du recours à la prise en charge par des proches.

25. Le gouvernement est conscient de l'importance que revêt le fait de recueillir des données statistiques de qualité pour soutenir l'élaboration des politiques et des programmes. La quatrième génération de l'Enquête sur les populations autochtones, qui inclut des questions relatives au développement de la petite enfance, est actuellement en cours et un indice du bien-être des communautés a été créé pour comparer la qualité de vie des communautés inuits et des Premières Nations, à celle des autres communautés. Les prévisions concernant la population indienne enregistrée ont été actualisées en fonction des données et des travaux de recherche récents. Elles constituent un outil important de planification en matière d'éducation, de services à la famille, d'infrastructures, de services sanitaires et autres services communautaires.

26. L'incidence et la pertinence des programmes consacrés aux autochtones sont mesurées à partir de plusieurs sources de données utilisant les principes de gestion fondée sur les résultats. Depuis 2007, le Programme des services à l'enfance et à la famille relatif aux Premières Nations a fait l'objet de deux évaluations et de quatre audits, dont deux effectués par le Bureau du Commissaire général aux comptes. Les résultats obtenus ont aidé à améliorer et à orienter le futur programme. En juin 2011, le Bureau du Commissaire général aux comptes a indiqué que le Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien avait bien appliqué les recommandations de 2008 concernant l'évaluation de l'intégralité des coûts nécessaires à l'exécution du Programme des services à l'enfance et à la famille relatif aux Premières Nations, et le réexamen périodique de son budget.

27. Une approche axée sur l'enfant a été adoptée en ce qui concerne les programmes éducatifs, sanitaires et sociaux, de manière à garantir que, même en cas de conflit de compétence, les enfants des Premières Nations souffrant de handicaps multiples continuent à bénéficier de services fondés sur les normes de soin fixées par la province. Le gouvernement a rencontré les représentants des 10 provinces et la plupart ont indiqué que celles-ci disposaient de moyens suffisants pour intervenir en cas de conflit de compétence. Depuis 2008, tous les cas ont été traités avec les mécanismes existants et aucun n'a atteint le stade d'un conflit de compétence déclaré.

28. Pour modifier les dispositions de la loi sur les Indiens qui discriminent les femmes et les enfants autochtones, en particulier eu égard à leurs droits de contracter mariage, leur droit à la propriété et celui d'hériter des terres dans les réserves, le gouvernement a mis en place en janvier 2011 la loi sur l'équité entre les sexes relative à l'inscription au registre des Indiens. Ces modifications permettent aux petits-enfants admissibles de femmes qui ont

perdu leur statut d'Indienne suite à leur mariage avec des hommes non-Indiens, de pouvoir être enregistrés. On a évalué à près de 45 000 les personnes nouvellement habilitées à être enregistrées et à bénéficier des programmes et services disponibles pour tous les Indiens enregistrés. En outre, en septembre 2011, le gouvernement a déposé à la Chambre des communes, le projet de loi S-2 sur les foyers familiaux situés dans les réserves et les droits ou intérêts matrimoniaux, projet de loi visant à garantir les droits fondamentaux et la protection des personnes vivant en couple dans les réserves, eu égard au logement familial et aux autres droits ou intérêts matrimoniaux, en cas de rupture de la relation ou de décès du conjoint ou du concubin.

29. Le Canada a adopté des mesures importantes pour célébrer les cultures et les traditions autochtones, notamment des manifestations annuelles telles la Journée nationale des Autochtones et la Rencontre historique de la Couronne et des Premières Nations. Bien que la Convention ne soit pas traduite dans leurs langues, les autorités s'emploient à la promouvoir auprès des populations autochtones. En 2011, le programme promotionnel de la Journée nationale de l'enfant a été traduit en inuktitut.

30. **M<sup>me</sup> Irish** (Canada) dit que la loi sur l'immigration et la protection des réfugiés impose de désigner, pour tout mineur, un représentant lors des procédures engagées avec la Commission de l'immigration et du statut de réfugié. Habituellement, ce représentant est le parent de l'enfant, mais si l'enfant est non accompagné ou si la Commission a des doutes quant à l'aptitude du parent qui sert de représentant, elle peut nommer un représentant indépendant. Le représentant désigné a pour rôle d'agir dans l'intérêt supérieur de l'enfant durant le déroulement de la procédure, rôle qui ne doit pas être confondu avec celui d'un tuteur en vertu de la législation provinciale ou territoriale.

31. **M<sup>me</sup> Sandberg** demande la raison pour laquelle les mineurs non accompagnés ne se voient pas attribuer un tuteur légal. Elle croit comprendre que dans le cadre de la loi visant à protéger le système d'immigration du Canada qui doit bientôt entrer en vigueur, un mineur de 16 ou 17 ans, ressortissant étranger désigné, peut être détenu jusqu'à ce que les raisons de sa détention aient été examinées. Qui plus est, selon les informations transmises au Comité, les filles et les garçons ne sont pas séparés pendant la détention. Elle souhaite savoir pourquoi.

32. **M. Kotrane** dit que, selon le paragraphe 33 des observations finales du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, concernant les sixième et septième rapports périodiques du Canada soumis en un seul document à cet organe (CEDAW/C/CAN/CO/7), les adolescentes mises en détention étaient souvent placées dans des prisons mixtes et ainsi exposées à la violence des détenus et des gardiens masculins; il souhaite savoir si de telles conditions perdurent.

33. Il demande à la délégation de formuler des observations sur le paragraphe 175 des réponses écrites de l'État partie à la liste des questions (CRC/C/CAN/Q/Add.1) qui indique que, suite à l'adoption du projet de loi C-10, le Ministère de la justice du Québec a convenu de fixer à 16 ans l'âge minimum pour infliger une peine pour adulte, en dépit de la présomption, inhérente à la Convention, selon laquelle les enfants doivent être traités différemment des adultes.

34. **M. Gastaud** demande si les établissements pénitentiaires sont suffisamment nombreux pour que soit appliquée l'interdiction de détention commune des enfants et des adultes, énoncée dans le projet de loi. Attirant l'attention sur une statistique selon laquelle la durée moyenne de la détention est de 6 jours, il demande à quelles catégories d'âge elle s'applique. Il souhaite savoir s'il existe des tribunaux spéciaux pour les mineurs.

35. **M<sup>me</sup> Wijemanne** dit que le Comité a appris que les familles des Premières Nations représentaient au moins 40 % de la mortalité chez les moins de 5 ans au Canada. Elle souhaite savoir si le programme de sensibilisation sur la santé destiné aux familles inclut

une stratégie pour atteindre les familles à risque. Elle souhaite également savoir si, compte tenu des taux élevés d'obésité chez les jeunes au Canada, le gouvernement a adopté des mesures pour contrôler la commercialisation des produits de restauration rapide pour les enfants. Elle demande ce qui est fait pour restreindre l'usage excessif de psychotropes et encourager plutôt les remèdes non médicamenteux pour traiter les troubles émotionnels et psychosociaux chez l'enfant.

36. **M<sup>me</sup> Varmah** dit que, nonobstant l'engagement de l'État partie à améliorer les soins de santé pour tous les canadiens, les normes nationales relativement élevées en la matière ne profitent pas à tous. Les enfants autochtones en particulier présentent des taux comparativement élevés de maladies respiratoires, d'obésité et de toxicomanie. Compte tenu de la fréquence de l'obésité, elle demande quelles sont les mesures adoptées pour promouvoir l'exercice et une alimentation saine.

37. **M. Madi**, notant que les enfants nés à l'étranger de parents canadiens, eux-mêmes nés à l'étranger, ne sont pas automatiquement admissibles à la citoyenneté canadienne, se dit préoccupé par le fait que les enfants ne remplissant pas les conditions d'obtention de la citoyenneté canadienne puissent devenir apatrides.

38. **M<sup>me</sup> Herczog** demande si, au Canada, une législation interdit les châtiments corporels en prison, quelles sont, dans les écoles, les alternatives à l'exclusion temporaire, et si les écoles afrocentriques ne constituent pas une forme de ségrégation. S'agissant de la question des demandeurs d'asile, elle observe qu'environ 80 000 immigrants roms, non considérés comme des réfugiés politiques, sont demandeurs d'asile au Canada. Elle souhaite savoir comment l'État partie traite les cas des enfants roms qui résident au Canada et encourent des risques élevés de persécution s'ils rentrent en Hongrie.

39. **M<sup>me</sup> Nores de García** dit qu'aucun des systèmes adoptés par l'État partie pour mesurer les niveaux de pauvreté ne met suffisamment l'accent sur les populations afro-canadiennes ou autochtones. Elle demande s'il existe un plan d'ensemble pour lutter contre la pauvreté de ces segments de la population.

*La séance est suspendue à 11 h 20; elle est reprise à 11 h 35.*

40. **M<sup>me</sup> Bossé** (Canada) dit que dans le cadre du Plan national d'action pour les enfants, les provinces définissent leurs propres politiques et programmes, avec l'aide du gouvernement. On ne dispose actuellement d'aucune information sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre de ce Plan d'action.

41. **M<sup>me</sup> Langlois** (Canada), en réponse à une question relative aux programmes de santé maternelle et infantile, dit que pour une meilleure coordination, le Gouvernement canadien a adopté une approche modulaire. Le budget annuel alloué au volet santé maternelle et infantile s'élève au total à 172 millions de dollars canadiens, outre les 200 millions de dollars canadiens alloués au volet santé mentale et dépendances. Les communautés peuvent utiliser ces fonds pour élaborer des programmes adaptés aux besoins locaux.

42. **M<sup>me</sup> Bossé** (Canada) indique que les taux de l'obésité juvénile au Canada sont stables depuis 2004. Le Cadre d'action fédéral, provincial et territorial pour la promotion du poids-santé met l'accent sur la promotion d'environnements sains, l'intervention précoce et le suivi des progrès accomplis dans tout le pays. Le gouvernement encourage les industries agroalimentaires à adopter délibérément des méthodes de commercialisation responsables; chaque province peut décider de recourir à une réglementation en la matière.

43. **M<sup>me</sup> Irish** (Canada) signale qu'un mineur non accompagné peut, lors des procédures de demande d'asile, avoir à la fois un tuteur et un représentant. Si le bien-être de l'enfant est menacé, les autorités provinciales sont contactées, que l'enfant soit ou non accompagné.



44. Les dispositions relatives à la détention de la loi visant à protéger le système d'immigration du Canada ne s'appliquent que dans des circonstances spécifiques, telles les cas de traite des personnes. Les mineurs de moins de 16 ans sont exemptés de la détention obligatoire et l'intérêt supérieur de l'enfant sert de principe directeur. Bien que les mineurs de 16 et 17 ans puissent être détenus, le même principe s'applique. Il existe des situations particulières dans lesquelles un mineur peut être relâché, excepté en cas de réglementations soumises au pouvoir discrétionnaire ministériel.

45. Les enfants nés en dehors du Canada de parents également nés à l'étranger peuvent obtenir le statut de résident permanent si leurs parents reviennent au Canada, et ils pourront ultérieurement demander la nationalité. Si les enfants sont apatrides, ils peuvent se voir accorder la nationalité canadienne après trois ans de résidence au Canada.

46. Les immigrants issus de Hongrie sont de fait le groupe le plus important de demandeurs d'asile au Canada; ils sont traités sur un pied d'égalité avec les autres demandeurs et l'examen de toutes les demandes d'asile a été récemment accéléré.

47. **M<sup>me</sup> Harty** (Canada) admet que les outils employés pour comparer les pays, telle l'étude de l'OCDE mentionnée plus haut, ne révèlent pas nécessairement grand-chose sur la répartition des revenus dans la population d'un pays. S'agissant de la pauvreté chez les afro-canadiens et les autochtones, elle dit que les deux tiers des prestations allouées aux enfants au Canada bénéficient aux familles à faible revenu et, sachant qu'il existe une corrélation entre bas revenu et origine ethnique, les deux groupes en question reçoivent la majorité de l'aide. Comme la répartition des différents groupes de population varie dans l'ensemble du pays, les provinces et les municipalités peuvent élaborer des programmes ciblés sur les besoins particuliers des régions qui relèvent de leur compétence. En outre, certains programmes destinés à la population en général ont aussi un volet spécifique consacré aux besoins des enfants autochtones.

48. **M<sup>me</sup> Fillion** (Canada) dit qu'en vertu des dispositions de la loi modifiée sur le système de justice pénale pour les adolescents, tous les délinquants juvéniles sont jugés par des tribunaux pour mineurs. Dans certaines circonstances toutefois, les juges peuvent prononcer des peines pour adultes, par exemple dans les cas impliquant des délits graves tels que meurtres, homicides involontaires ou voies de fait. Il incombe au ministère public de démontrer la nécessité d'imposer une peine pour adulte. La requête de peines pour adulte se fait au cas par cas et, s'il n'a pas l'intention d'en requérir une, le parquet en avise simplement la Cour. S'agissant de la détention des mineurs, **M<sup>me</sup> Fillion** précise qu'à moins qu'un juge n'ait démontré que cela n'était pas dans l'intérêt supérieur de l'enfant ou compromettrait sa sécurité, un mineur est détenu dans un centre de détention pour adolescents.

49. **Le Président** demande si les récidivistes âgés de plus de 16 ans purgent les mêmes peines que les adultes, car le Comité considère que les mineurs doivent être traités comme des enfants. Un mineur peut-il par exemple être condamné à une peine de vingt ans de détention pour homicide, ou existe-t-il des dispositions pour réduire de moitié les peines pour adultes prononcées contre des enfants, quelle que soit la gravité du délit?

50. **M<sup>me</sup> Sandberg** souhaite savoir si des peines pour adultes sont également prononcées pour les délinquants âgés de 14 à 16 ans, et dans quelle mesure le projet de loi C-10 est conforme aux dispositions de la Convention, car demander à un procureur d'appliquer des sanctions pour adultes dans les cas impliquant des mineurs constituerait une régression.

51. **M<sup>me</sup> Fillion** (Canada) répond que des peines pour adultes peuvent de fait être prononcées contre des adolescents dès l'âge de 14 ans. La question relève de la compétence des provinces et des territoires qui peuvent décider de relever l'âge minimum. Aucune disposition ne prévoit de réduire de moitié les peines pour adultes prononcées à l'encontre de mineurs.

52. Les châtiments corporels ne sont pas tolérés dans les centres de détention, et certaines provinces ont effectivement adopté des réglementations à cet égard, interdisant l'usage de la force contre les mineurs en détention, ou ne le tolérant qu'en dernier ressort. Là encore, ces questions relèvent de la compétence des provinces. S'agissant du lien entre châtiments corporels et violence familiale, et du fait qu'autoriser une force coercitive légère puisse équivaloir à tolérer les violences familiales, M<sup>me</sup> Fillon souligne qu'il n'en est rien. Le Code pénal énonce diverses infractions dont l'auteur peut être poursuivi. Qui plus est, en cas de violence familiale, les dispositions du Code pénal précisent que tout abus à l'encontre d'un conjoint ou d'un enfant constitue un facteur aggravant qui doit être pris en compte lors du jugement.

53. **Le Président** demande si les garçons et les filles sont détenus ensemble.

54. **M<sup>me</sup> McCarthy** (Canada), faisant référence à la situation au Québec, dit que les adolescents filles et garçons sont détenus séparément, bien que certaines activités communes, tels les repas et les sports, soient organisées. L'État partie a déjà soumis au Comité contre la torture les statistiques pertinentes concernant les autres provinces.

55. **M<sup>me</sup> Golberg** (Canada) dit que l'État partie considère qu'il n'a pas d'obligations extraterritoriales au titre du Protocole facultatif concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés. Au Canada, les droits de l'enfant constituent un domaine prioritaire de la politique étrangère et des efforts d'aide au développement. En matière d'aide internationale, le Canada a augmenté son aide officielle au développement en pourcentage du produit intérieur brut entre 2007 et 2011. Il a rempli ses engagements concernant le doublement de son aide internationale globale et son aide à l'Afrique en particulier, et il prévoit de continuer à jouer un rôle précurseur, par exemple en mettant davantage l'accent sur les pays où il peut avoir un réel impact. L'Agence canadienne de développement international est le seul donateur bilatéral qui assure le suivi des investissements ciblés sur les enfants et, au cours des dernières années, elle a régulièrement augmenté ses dépenses en faveur des enfants et des adolescents.

56. Le Canada s'emploie à traiter la question du changement climatique sur tous les fronts. Elle figure dans les programmes scolaires de toutes les provinces et territoires et le message est renforcé par le travail des municipalités, des musées, des institutions scientifiques, des fondations environnementales et des organisations non gouvernementales.

57. En ce qui concerne la responsabilité sociale des entreprises, M<sup>me</sup> Goldberg déclare que le Canada est d'avis que la responsabilité de protection et de promotion des droits de l'homme dans les États étrangers dans lesquels des multinationales canadiennes exercent leurs activités, est dévolue à l'État concerné. Faisant spécifiquement référence à la question de l'amiante, elle relève que le Canada est partie à la Convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet d'un commerce international, et que les questions relatives à l'amiante seraient mieux analysées dans ce contexte. Le Gouvernement canadien encourage néanmoins toutes les entreprises canadiennes – et il escompte qu'elles le font – à respecter toutes les lois et normes internationales applicables, à opérer de manière transparente, à travailler avec les communautés locales, y compris les communautés autochtones, et à agir d'une manière responsable sur le plan social et environnemental. Pour autant, le Canada n'est pas soumis à une obligation conventionnelle de fournir un recours intérieur par voie civile pour les menées d'entreprises hors du territoire canadien. Des initiatives volontaires, notamment des mécanismes de résolution des conflits, offrent une approche plus efficace du problème.

58. Sur la question des armes légères, M<sup>me</sup> Golberg indique que le Canada contrôle étroitement l'exportation des matériels et technologies militaires vers les pays impliqués

dans un conflit ou menacés de l'être, ou vers ceux soumis à des sanctions des Nations Unies, ou ayant des antécédents de violations des droits de l'homme.

59. S'agissant du Protocole facultatif concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés, elle dit que le Canada s'engage à jouer un rôle clé en encourageant l'obtention de résultats concrets pour traiter ce phénomène, à la fois aux Nations Unies et sur le terrain, et en soutenant la réadaptation des enfants victimes, y compris ceux forcés à commettre des actes criminels. Les forces canadiennes n'utilisent pas les services de personnes de moins de 18 ans dans les régions en conflit; l'âge minimum du recrutement volontaire est de 17 ans pour la participation aux programmes, et de 16 ans pour l'enseignement et la formation dans l'un des deux Collèges militaires royaux; le consentement d'un parent ou du tuteur légal est exigé pour les postulants de moins de 18 ans. Le Code pénal canadien érige en infraction pénale le recrutement de mineurs pour servir d'enfants soldats, et la loi de 2000 sur les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre en fait une infraction pénale extraterritoriale. La peine maximale pour tous les crimes de guerre est la détention à perpétuité. Les infractions extraterritoriales sont limitées à celles définies dans le Statut de Rome de la Cour pénale internationale et ne comprennent pas le recrutement de personnes âgées de 16 à 18 ans, conformément au consensus international et aux obligations juridiques de l'État partie, car le Protocole facultatif n'exige pas l'application extraterritoriale du droit pénal.

60. En ce qui concerne la détention d'adolescents par les forces canadiennes en Afghanistan, M<sup>me</sup> Golberg souligne que la mission de combat du Canada a pris fin en juillet 2011. La responsabilité cruciale d'assurer le respect des droits des détenus transférés aux autorités afghanes incombe au Gouvernement afghan. Les forces canadiennes ont considéré comme des mineurs tous les détenus qui paraissaient avoir moins de 18 ans, et elles ont observé les instructions clairement définies de les traiter avec un soin particulier. Ceux qui constituaient une menace pour les forces canadiennes, afghanes ou pour leurs alliés ont été transférés à l'autorité afghane compétente. Les politiques de transfert étaient conformes aux normes internationales, à la législation afghane et aux protocoles d'action de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, et les détenus mineurs ont été placés dans des centres spéciaux désignés par la loi afghane. Le Gouvernement canadien a effectué des visites inopinées de suivi post-transfert, notamment dans les centres de détention des mineurs. Aucune plainte concernant le traitement des mineurs dans les centres de détention canadiens n'a été formulée durant les missions de surveillance ou lors d'entretiens privés.

61. S'agissant du cas spécifique de M. Khadr, qui devait être transféré du centre de détention de Guantanamo Bay au Canada, elle signale qu'il existe un traité entre le Canada et les États-Unis d'Amérique concernant les demandes de transferts, en vertu duquel la décision incombe au Ministre de la sécurité publique. Une demande de transfert de M. Khadr au Canada a été déposée et une décision à ce sujet sera prise conformément à la loi canadienne. M<sup>me</sup> Golberg ne peut en dire plus sur ce cas spécifique.

62. M<sup>me</sup> Lee laisse entendre que l'État partie devrait envisager de ne pas cibler activement les jeunes plus vulnérables ou ceux issus des communautés autochtones pour qu'ils s'engagent dans les forces armées.

63. M<sup>me</sup> Golberg (Canada) dit que le gouvernement tente d'orienter ses mesures de recrutement vers un large éventail de canadiens, pour refléter la composition sociale et ethnique de la société canadienne. Elle transmettra toutefois la suggestion du Comité aux autorités compétentes.

64. M. Kotrane dit que davantage d'informations concernant la définition de l'enfant seraient appréciées, sachant que le Canada est un pays potentiel d'origine, de transit et de destination pour un certain nombre de délits définis dans le cadre du Protocole facultatif concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en

scène des enfants. Dans le rapport périodique, l'âge de la majorité est souvent fixé à 16 ans, ce qui pose problème car, dans la Convention comme dans le Protocole facultatif, il est fixé à 18 ans.

65. M. Kotrane aimerait savoir plus précisément si le droit canadien qualifie de vente d'enfants les actes criminels tels le travail forcé des enfants et la facilitation des adoptions illégales, et il demande quelles sont les sanctions imposées dans de tels cas. Il souhaite également obtenir davantage d'informations sur la responsabilité pénale des personnes morales, et des exemples de dispositions législatives pertinentes. Notant que le Canada reconnaît sa compétence juridique pour les délits concernant le tourisme sexuel commis à l'étranger, il demande si cela s'applique aux autres délits entrant dans le cadre du Protocole facultatif concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants.

66. **M. Koompraphant** souhaite connaître la manière dont coopèrent les nombreux organes de protection des enfants et des victimes au Canada et quelle est l'entité chargée de la coordination globale des efforts dans ce domaine. Il aimerait également savoir quelle instance s'attache aux travaux relatifs au Protocole facultatif concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants, et comment les services des forces de l'ordre coopèrent avec les services de protection de l'enfance et le système judiciaire pour synchroniser les activités de protection.

67. Il demande quelle est l'entité chargée de l'aide aux victimes mineures lors des procédures juridiques, quelles sont les mesures adoptées pour garantir que la voix de l'enfant est entendue et qui est chargé d'informer l'enfant du verdict prononcé et de ses conséquences. Il aimerait avoir des informations sur la responsabilité des parents, en particulier en cas de négligence, et sur les mesures en place pour faciliter l'intégration sociale ou, si nécessaire, le rapatriement des victimes mineures.

68. **M<sup>me</sup> Sandberg** observe que des plaintes émanant d'organisations de la société civile allèguent de l'inefficacité des efforts de prévention de l'exploitation sexuelle des enfants. Elle s'interroge donc sur le degré de corrélation existant entre les mesures d'action positive indiquées dans le rapport de l'État partie et la situation réelle sur le terrain, en particulier eu égard aux enfants autochtones. Le Comité a également reçu des informations selon lesquelles de nombreux délinquants sexuels condamnés ne sont pas inscrits au fichier des délinquants sexuels. Elle demande si cela est exact et dans l'affirmative, quelles mesures l'État partie adopte à cet égard. Elle souhaite enfin avoir des précisions sur une question concernant l'administration de la justice des mineurs: dans ses réponses écrites, l'État partie a indiqué que le projet de loi C-10 améliorerait la situation des mineurs; le Comité a cependant appris que ce projet de loi demanderait en fait au procureur de requérir éventuellement une peine pour adulte.

69. **M<sup>me</sup> Lee** demande quelle législation s'applique aux délits visés par le Protocole facultatif concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants. Elle souhaite aussi savoir si l'industrie canadienne du tourisme s'emploie activement à promouvoir le Code de conduite pour la protection des enfants contre l'exploitation sexuelle dans le tourisme et l'industrie des voyages.

70. S'agissant des enfants dans les conflits armés, elle demande à l'État partie de bien vouloir clarifier sa décision de cesser d'utiliser la désignation «enfants soldats» pour certains pays dans lesquels le terrorisme pose problème.

71. **M<sup>me</sup> Aidoo** loue les efforts de l'État partie pour combattre le tourisme sexuel et pour ses mesures de sensibilisation; elle se dit cependant préoccupée par l'efficacité de la mise en œuvre de la législation pertinente en vigueur. Elle demande si les entreprises qui encouragent le tourisme sexuel peuvent être poursuivies en justice et quelles sont les mesures adoptées par l'État partie sur le territoire national et lors des missions canadiennes

à l'étranger pour renforcer l'application de la législation relative aux Canadiens à l'étranger. Par ailleurs, comment l'État partie s'emploie-t-il, par le biais de la coopération internationale, à faciliter la réadaptation des enfants victimes du tourisme sexuel, comme le recommande le Protocole facultatif?

72. **M<sup>me</sup> Varmah** souhaite avoir des informations sur l'accès des enfants vulnérables aux services juridiques, car des difficultés ont été signalées dans ce domaine, attribuées essentiellement à un manque de ressources financières. Les mineurs ne peuvent engager de poursuites civiles sans autorisation de tuteurs légaux et, dans un certain nombre de provinces, ceux qui souhaitent intenter une action civile n'ont pas accès à un conseil juridique gratuit, souvent offert uniquement aux institutions plutôt qu'aux individus. Elle demande si l'État partie envisage de fournir une aide juridictionnelle gratuite aux enfants qui ne peuvent se l'offrir, si un recours civil peut être intenté contre des institutions et des personnes, et si les enfants ont la capacité d'ester en justice pour obtenir une indemnisation.

73. **M<sup>me</sup> Wijemanne** attire l'attention sur les statistiques fournies dans le rapport initial (CRC/C/OPSC/CAN/1) sur la mise en œuvre du Protocole facultatif concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants et sur le nombre d'incidents ou de cas impliquant la pédopornographie, et elle demande des informations sur les éventuelles enquêtes ou actions judiciaires y relatives.

74. **M. Pollar** souhaite obtenir des informations sur le statut du Protocole facultatif concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants, sur sa mise en œuvre et sur son application extraterritoriale.

75. S'agissant du Protocole facultatif concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés, il note que le Comité a reçu des informations selon lesquelles les mineurs ne sont pas suffisamment informés avant de signer le contrat de recrutement. Toute précision de la délégation à ce sujet serait très appréciée.

*La séance est levée à 12 h 50.*